

ANTI-CORRUPTION HELPDESK

PROVIDING ON-DEMAND RESEARCH TO HELP FIGHT CORRUPTION

INITIATIVES DE LUTTE CONTRE LA CORRUPTION AU NIVEAU LOCAL

QUESTION

Que font les sections de TI pour renforcer la lutte contre la corruption au niveau local ?

SOMMAIRE

1. Outils d'évaluation et de diagnostic à l'échelle locale
2. Prestation des services publics
3. Intégrité du secteur public
4. Participation des citoyens
5. Renforcement institutionnel
6. Annexe : Autres initiatives

Cette réponse offre des exemples d'initiatives de lutte contre la corruption à l'échelle locale développées par les sections de Transparency International en Europe, en Asie centrale, dans la région MENA, en Afrique subsaharienne et dans les Amériques. Ces initiatives vont des outils d'évaluation, comme l'indice de transparence municipale, à la participation des citoyens et des jeunes, en passant par les formations au renforcement institutionnel, les promesses d'intégrité et les pactes de développement visant à améliorer la prestation de services.

Auteur(s)

Maira Martini, Transparency International, tihelpdesk@transparency.org avec la contribution d'Andy McDevitt, Maximilian Heywood, Stephanie Twigg, Svetlana Savitskaya, Paul Zoubkov, Rukshana Nanayakkara et Tinatin Ninua.

Revu par

Marie Chêne, Transparency International; Gareth Sweeney

Date

28 mars 2012

RESUME

INTRODUCTION

Corruption au sein de l'administration locale

Les initiatives anti-corruption mettent souvent l'accent sur les abus de pouvoir et les pratiques illégales au niveau national. Pourtant, les gouvernements locaux disposent d'un pouvoir important dans la mesure où ils sont en charge de redistribuer les ressources de l'Etat aux citoyens et d'assurer directement certains services publics. Du fait de la liberté d'action dont ils disposent dans l'exercice de leur fonction, les élus locaux sont extrêmement vulnérables à la corruption : ils ont une grande marge de manœuvre dans la gestion des ressources humaines, un contrôle des finances incertain, des relations plus étroites avec les entreprises chargées des contrats publics et un manque relatif de capacité et de moyens de contrôle¹.

Des services publics défaillants et inefficaces, une augmentation des inégalités sociales et un faible développement économique figurent parmi les conséquences de la corruption au niveau local.

Les sections de Transparency International développent de nombreuses initiatives visant à réduire les risques de corruption et à faire en sorte que les autorités locales soient plus attentives aux droits, aux besoins et aux demandes de la communauté.

Ces initiatives prennent la forme d'outils d'évaluation et de diagnostic, de programme d'amélioration des services publics et de l'intégrité du secteur public, de projets visant à faire participer les citoyens et les jeunes ou encore de formations au renforcement institutionnel et d'ateliers destinés aux journalistes, aux agents publics et aux communautés.

1. OUTILS D'ÉVALUATION ET DE DIAGNOSTIC

Guide sur la gouvernance à l'échelle locale – Libéria

Le **Centre pour la transparence et la responsabilité au Libéria** (CEPAL), contact national de TI dans le

pays, a développé, en partenariat avec le Centre international pour l'entreprise privée (CIPE) et Global Integrity, un guide sur la gouvernance à l'échelle locale. Ce guide permet d'analyser la gouvernance à l'échelle locale en prenant en compte, entre autres, le rôle des médias, l'accès à l'information, l'application de la loi, les droits de propriété et la protection des lanceurs d'alerte. Le CEPAL utilise les résultats de ces analyses pour préparer ses campagnes de plaidoyer et de communication en se basant sur des éléments concrets.

En savoir plus :

<http://local.lr2007.globalintegrity.org/>

Transparence des autorités locales - Slovaquie

Ce projet résulte d'une méthode d'évaluation mise au point par **TI Slovaquie** pour déterminer le degré d'ouverture et de transparence des municipalités et des régions slovaques vis-à-vis de leurs contribuables. L'évaluation a été conduite pour la première fois en 2010 ; il s'agissait d'analyser les réponses apportées par les autorités municipales et régionales aux demandes d'accès aux documents administratifs ainsi que les informations disponibles sur les sites Web de l'administration, dans onze domaines différents : accès à l'information, politiques de participation du public, vente de biens relevant du domaine public, établissement du budget, politiques de subventions, logement et services sociaux, ressources humaines, déontologie et conflits d'intérêts, bâtiment et aménagement du territoire, investissement et transactions au niveau municipal.

Les autorités municipales et régionales ont ensuite reçu une note comprise entre A et F, de manière à pouvoir être classées. Les résultats détaillés de ces évaluations, avec les notes attribuées pour chaque domaine dans les 100 municipalités étudiées, sont disponibles en ligne.

TI Slovaquie a également présenté des recommandations pour chaque domaine étudié. En ce qui concerne [l'établissement du budget](#), par exemple, la section a recommandé aux autorités municipales de publier leurs propositions de budgets assorties d'une note justifiant chaque élément et de mettre en ligne de manière permanente des informations concernant, entre autres, le salaire des élus et les bonus qui leur sont accordés. La section

¹ Transparency International, Working Paper 5/2009 'Corruption and Local Government' - Disponible à l'adresse suivante : http://transparency.org/publications/publications/working_papers/wp_05_2009_local_government_2009_10_26.pdf

utilise les résultats de ses analyses et ses recommandations pour son travail de plaidoyer.

En savoir plus :

<http://samosprava.transparency.sk/en/>

Audits sur la lutte contre la corruption dans les municipalités slovaques

TI Slovaquie a effectué des audits dans cinq municipalités du pays. La section a reçu le Prix des Nations unies pour le service public, catégorie « prévention de la corruption et lutte contre la corruption dans le service public » pour le travail effectué avec la ville de Martin.

L'audit comporte trois phases. La première vise à identifier les domaines présentant le plus fort potentiel de corruption au sein de la municipalité étudiée. Un audit de [17 politiques publiques](#) est réalisé par les experts de TI Slovaquie et par les employés municipaux. Après la rédaction du rapport d'audit, la deuxième phase du projet vise à développer des politiques de lutte contre la corruption ou des recommandations en la matière pour chacune des politiques publiques auditées. Cette phase comprend de nombreux entretiens avec les autorités locales ainsi que l'étude des bonnes pratiques à l'étranger.

La dernière phase consiste à aider les autorités locales qui souhaitent appliquer les recommandations en matière de lutte contre la corruption, avec, entre autres, des cercles de discussions, des formations, des ateliers ou la rédaction de proposition de lois.

La ville de Martin, par exemple, a réussi avec succès à mettre en œuvre les recommandations qui avaient été formulées. La ville a développé une plateforme en ligne (www.transparenttown.eu), où sont rendus publics tous les contrats, les factures, le recrutement de nouveaux employés, la location et la vente de biens municipaux, les programmes de subvention et l'attribution d'appartements municipaux aux personnes en situation de besoin.

En savoir plus sur les audits et la méthodologie utilisée : <http://www.transparency.sk/themes/self-government/>

Contact: tis@transparency.sk

Indice de la transparence municipale

Transparencia por Colombia, la section de TI en Colombie, a mis au point une évaluation des risques de corruption à l'échelle municipale en fonction (i) des caractéristiques institutionnelles des municipalités (procédures de recrutement, etc), (ii) de leur visibilité (e-administration, publicité des contrats, etc), et (iii) de leurs dispositifs de réglementation (loi sur la responsabilité fiscale, etc). Cet outil propose également un classement des municipalités sur une échelle de 1 à 100. Une évaluation similaire a été mise au point pour les départements colombiens ([Indice de transparence départementale](#)).

En savoir plus :

<http://gateway.transparency.org/tools/detail/250>

Contact:

comunicaciones@transparenciacolombia.org.co

D'autres sections basées en Amérique du Sud ont développé des outils d'évaluation similaires : Venezuela (à l'échelle [municipale](#) et [départementale](#)), [Guatemala](#), [Pérou](#) et [Mexique](#).

2. PRESTATION DES SERVICES PUBLICS

Promesses d'intégrité

Depuis 2010, **TI Bangladesh** a développé le concept de promesse d'intégrité dans 18 institutions locales dans le secteur de l'éducation et de l'administration locale. Cette mesure a pour but de promouvoir une gouvernance responsable et participative dans la prestation de services publics, grâce à la participation volontaire de toutes les parties prenantes. De nombreux éléments attestent de l'impact positif de ces promesses d'intégrité sur la qualité des services publics. Le versement de pots-de-vin s'est par exemple raréfié dans les écoles participantes, l'attribution de bourses et la distribution des manuels scolaires sont désormais assurées avec plus de justice et de transparence et le taux de scolarisation a augmenté. Au niveau de l'administration locale, la qualité des services publics s'est également améliorée. L'aide humanitaire, les pensions de retraite et les certificats de naissance ou de décès suivent désormais les procédures en vigueur.

En savoir plus :

https://ticz.transparency.org/Working_Together/developmentpacts/SitePages/Home.aspx

Plus d'informations disponibles dans le document suivant : *Integrity Pledge: Participatory Governance through Social Accountability*, Iftekharuzzman and M. Sajjad Hussein. Transparency International Bangladesh, 2010. <http://www.ti-bangladesh.org/TIB-docs/IntegrityPledge110410.pdf>

Contact: info@ti-bangladesh.org

Transparence dans le programme de transfert monétaire conditionnel au Guatemala

Ce projet, développé par **Acción Ciudadana**, la section de TI au Guatemala, permet de surveiller la mise en œuvre du programme de transfert conditionnel mis en place par le gouvernement (*Mi Familia Progres*). Acción Ciudadana réalise à cet effet des audits sociaux à l'échelle nationale et locale. Ces audits ont souvent pour but de favoriser une gestion des ressources publiques transparente et responsable grâce au contrôle citoyen et à l'analyse et l'évaluation de l'action gouvernementale (Gateway, à paraître). Dans le cas du Guatemala, des commissions d'audit social ont été mises en place dans 50 municipalités avec l'objectif spécifique de renforcer la transparence, la légitimité et l'efficacité de l'action publique, ainsi que de réduire les risques de corruption et de signaler les dysfonctionnements du programme.

En savoir plus :

http://accionciudadana.org.gt/index.php?option=com_content&task=view&id=166&Itemid=52

Programme pour la santé en Ouganda

TI Ouganda travaille actuellement à un programme de santé visant à améliorer la qualité des services de santé, principalement en luttant contre l'absentéisme du personnel de santé. Un numéro gratuit sera mis en place en avril 2012 pour donner aux citoyens les moyens de participer au contrôle de la qualité des prestations de santé. L'idée est d'enregistrer les appels et d'en tirer des rapports à destination des services de santé locaux. La première phase du projet consistait à identifier les parties prenantes et les

centres de santé, discuter avec le personnel de santé et proposer des formations.

En savoir plus sur le projet :

<http://www.tiuganda.org/index.php/projects/health.html>

Contact au sein de la section : info@tiuganda.org

3. INTEGRITE DANS LE SECTEUR PUBLIC

Pactes d'intégrité en Indonésie

TI Indonésie promeut des pactes d'intégrité dans les marchés publics depuis 2003. Les pactes d'intégrité sont des accords écrits entre le gouvernement et tous les soumissionnaires où les parties s'engagent à s'abstenir de tout acte de corruption ou de collusion lors du processus d'attribution. En 2009, TI Indonésie a mis en place des pactes d'intégrité dans 22 départements et municipalités du pays, pour tous les marchés publics locaux. La section a également animé des ateliers de sensibilisation à destination des communautés locales afin de s'assurer que les citoyens comprennent les enjeux de ces pactes et soutiennent leur mise en œuvre.

Plus d'informations sur les pactes d'intégrité à l'adresse suivante : http://www.ansa-eap.net/assets/195/59-1-2_Indonesia_Case_Story_2.pdf

Contact au sein de la section : info@ti.or.id

Initiatives de lutte contre la corruption dans la municipalité de Riga, en Lettonie

Delna, le contact national de TI en Lettonie, participe à de nombreuses initiatives visant à renforcer l'intégrité et à prévenir la corruption à Riga. La section a par exemple soutenu en 2008 la rédaction d'un code de conduite pour les fonctionnaires locaux. Par ailleurs, avant les élections municipales de 2009, la section a appelé les candidats à présenter leurs plans de lutte contre la corruption, favorisant ainsi la tenue d'un débat public sur la question.

La section a également réalisé une étude sur l'aménagement du territoire dans la ville de Riga, qui a permis de mettre en avant les problèmes majeurs et les risques de corruption dans ce secteur.

En savoir plus sur ce projet (en letton seulement) :
<http://delna.lv/darbibas-jomas/pasvaldibu-uzraudziba/>

Renforcement de l'intégrité des autorités locales en Roumanie

Transparency International Roumanie, en partenariat avec l'association Pro Démocratie, a développé un projet visant à élever le niveau d'intégrité au sein de l'administration locale et de renforcer sa capacité d'action, afin de combattre la corruption.

Ce projet a été conduit dans sept villes de taille moyenne en Roumanie, où ont été créés des « groupes sur l'intégrité dans l'administration locale ». La phase initiale du projet consiste en un travail de recherche destiné à identifier les domaines les plus sensibles à la corruption au sein de l'administration locale. La seconde phase est dédiée à la rédaction et la publication d'un rapport sur le niveau d'intégrité de chaque municipalité assorti de conseils stratégiques et de recommandation pour faire face aux problèmes identifiés. La section a également aidé sept conseils municipaux à adopter ces recommandations et à les mettre en œuvre.

En savoir plus :
http://www.transparency.org.ro/proiecte/proiecte_incheiate/2007/proiect_4/index_en.html

4. PARTICIPATION DES CITOYENS

Participation des communautés

Bureaux de conseil et d'information (AI-Desk)

Les bureaux de conseil et d'information ont été mis en place par **TI Bangladesh** pour améliorer la qualité des services publics dans le pays. Ils ont pour objectif de :

- (i) Fournir des informations et des conseils aux populations locales sur leurs droits, leurs avantages et leurs devoirs, avec une attention spécifique pour les institutions de service public dans les secteurs de l'éducation, la santé et l'administration locale ;

- (ii) Organiser des services mobiles d'information et de conseil (appelés Satellite AI-Desk) dans les lieux publics – en particulier les écoles, les hôpitaux et les bureaux de l'administration locale – afin de toucher directement la population ;
- (iii) Offrir, en partenariat avec les organisations concernées, des services d'orientation aux victimes de corruption et autres violations de leurs droits ;
- (iv) Recevoir des informations et des réclamations liées à la corruption pour les transmettre aux autorités compétentes.

Ces bureaux sont principalement gérés par des membres des groupes de soutien à l'engagement des jeunes (Youth Engagement Support - YES) sous la supervision de comités de vigilance citoyenne. Plus de 100 bureaux d'information ont été mis en place dans de nombreuses municipalités ; en 2010, plus de 1 500 personnes étaient concernées par ce programme, les services par satellite touchant eux plus de 105 000 personnes dont 38 pourcent de femmes.

En savoir plus : <http://www.ti-bangladesh.org/Documents/AI-Desk-Introduction.pdf>

Activités de Pahal en Inde

Pahal est une initiative ayant pour objectif d'améliorer la bonne gouvernance dans les services publics et de donner davantage d'autonomie aux plus défavorisés dans l'Inde rurale. **TI Inde** travaille avec des Panchayats (villages) sélectionnés, afin de promouvoir des méthodes de bonne gouvernance comme :

- (i) **Des campagnes sur le droit à l'information** : des bénévoles sont sélectionnés et formés à sensibiliser les populations rurales à la liberté d'information. Des demandes d'accès à l'information sont ensuite rédigées pour servir la cause commune et améliorer la qualité des services publics ;
- (ii) **Charte citoyenne** : une charte est rédigée, en consultation avec les services de l'administration locale, afin de rendre publiques les informations essentielles concernant les devoirs des fonctionnaires,

leurs noms, leurs coordonnées, le détail des services fournis avec les dates limites, etc.

- (iii) **Camp de formation, de sensibilisation et d'amélioration des services publics :** des camps sont régulièrement tenus dans les régions rurales pour sensibiliser l'opinion sur les questions de gouvernance locale et pour aider les communautés rurales marginalisées à accéder aux services de base et à remplir, par exemple, leurs demandes pour des programmes gouvernementaux.
- (iv) **Audit social :** un soutien est apporté aux autorités locales pour réaliser des audits sociaux.

En savoir plus sur le projet :

<http://www.transparencyindia.org/projects.php?id=37>

Travail avec les communautés et les populations rurales au Pakistan

TI Pakistan travaille aux côtés d'organisations issues des communautés dans les quatre provinces que compte le pays. Des réunions ouvertes sont organisées dans les villages pour discuter avec les communautés de la manière dont les citoyens peuvent participer aux activités de lutte contre la corruption.

La section a également aidé les autorités locales de la province de Karachi à mettre en place des centres de réclamation électronique pour relayer les griefs liés à la corruption. Devant le succès de ces centres, le projet a été étendu à 18 villes de la région de Karachi.

Pour plus d'informations, contacter :

ti.pakistan@gmail.com

Engagement des jeunes

YES – Soutien à l'engagement des jeunes

TI Bangladesh a lancé le programme de soutien à l'engagement des jeunes avec des lycéens et des collégiens. Près de 4 000 jeunes ont rejoint le programme, dans 60 groupes répartis sur 46 municipalités ou villages dans le pays. Les activités entreprises par les jeunes participant au programme sont très diverses : campagne pour améliorer la

qualité des services en matière d'éducation, de santé et d'administration locale, concours d'écriture et de débats, théâtre de rue, concours de dessins animés, promotion d'une pétition contre la corruption...

En savoir plus sur ces activités (et d'autres) :

http://www.ti-bangladesh.org/index.php?page_id=207

Projet Musharaka au Liban

TI Liban a lancé en 2011 le projet Musharaka (Partenariat des jeunes pour le développement de la gouvernance dans les municipalités), qui vise à pousser les jeunes à s'engager en faveur d'institutions locales transparentes et responsables au Liban. Le projet prévoyait la formation de conseils municipaux « jeunes » dans 15 municipalités libanaises, avec des membres âgés de 18 à 39 ans. Le conseil « jeune » est chargé d'analyser le budget municipal, de mettre en œuvre de petits projets de développement et de plaider en faveur d'une administration locale plus transparente et plus sensible aux besoins de la population. Fin 2011, le programme Musharaka a été étendu à cinq autres municipalités situées dans la pleine de la Bekaa.

Lors de la première phase du projet, TI Liban a organisé pour les membres de la communauté des ateliers de formation sur la bonne gouvernance, le leadership et les techniques de communication. Les conseils « jeunes » ont également été formés sur les codes municipaux, le plaidoyer, l'accès aux services publics et l'information budgétaire. Lors de la deuxième phase, les conseils élus recevront des subventions de 10 000 dollars pour pouvoir mettre en œuvre les petits projets de développement qu'ils ont soumis (par exemple, la création d'un centre d'éducation culturelle ou un centre de santé pour la communauté).

En savoir plus sur le projet :

http://www.transparency-lebanon.org/index.php?option=com_content&view=article&id=76&Itemid=158&lang=fr

Contact: info@transparency-lebanon.org

5. RENFORCEMENT INSTITUTIONNEL

Formation au journalisme d'investigation au Sri Lanka

TI Sri Lanka a organisé en 2009 trois ateliers à l'échelle régionale sur le rôle du journalisme d'investigation pour freiner la corruption, les méthodes de lutte contre la corruption et la déontologie de la presse à l'échelle locale. Les personnes ayant bénéficié de la formation ont déjà publié de nombreux articles sur la corruption à l'échelle locale. TI Sri Lanka développe également un guide et un manuel de formation sur le journalisme d'investigation.

En savoir plus : <http://www.tisrilanka.org/?p=943>

La section de TI en Palestine propose des formations similaires. En savoir plus : <http://www.aman-palestine.org/eng/Activities/2012/31012012.htm>

Aider la société civile à promouvoir l'intégrité au sein de l'administration locale en Roumanie

En 2007 et 2008, **TI Roumanie** a participé à un projet visant à renforcer la capacité des ONG locales à mener des campagnes de plaidoyer et de sensibilisation et à mettre en place des dispositifs de protection des lanceurs d'alerte au niveau local.

En savoir plus sur le projet et ses résultats : http://www.transparency.org.ro/proiecte/proiecte_incheiate/2008/proiect_2/index_en.html

Contact: office@transparency.org.ro

Manuel sur l'accès à l'information dans les municipalités vénézuéliennes

Dans le cadre de son [programme de formation à destination des agents publics](#), TI Venezuela a développé un manuel sur l'accès aux documents administratifs destiné aux fonctionnaires municipaux. Ce manuel décrit clairement les droits et les devoirs des fonctionnaires tels qu'énoncés dans le corpus juridique du pays ainsi que les principes de bases nécessaires pour que l'administration municipale fonctionne de manière transparente. La section mène également des campagnes de sensibilisation pour informer les citoyens sur [leurs droits](#) relatifs à l'accès aux documents administratifs.

En savoir plus sur cette initiative et sur d'autres projets de la section : <http://www.transparencia.org.ve/AreasEstrategicas/Gestion-Publica/Municipios/Principal/ListaNoticias/Class-apertent-taciti-sociosqu-%282%29.aspx>

Contact: comunicaciones@transparencia.org.ve

ANNEXE: AUTRES INITIATIVES

Section nationale	Initiative	URL/Contact
OUTILS D'EVALUATION ET DE DIAGNOSTIC A L'ECHELLE LOCALE		
TI Allemagne	Listes d'autodiagnostic pour aider les autorités locales à analyser les risques de corruption et à les éviter. La section propose des questions pour le conseil municipal, le maire et les contrôleurs internes. Ces questions concernent principalement les domaines les plus sensibles à la corruption. Cette liste peut être modifiée et adaptée à des contextes spécifiques.	www.transparency.de office@transparency.de
TI Slovaquie et TI Hongrie	Audits Anti-corruption – Projet de coopération transfrontalière : ce projet vise à évaluer les risques de corruption au sein de deux municipalités hongroises situées près de la frontière slovaque et d'aider ces municipalités à résorber ces risques. TI Slovaquie a développé un projet similaire en parallèle, qui concerne deux municipalités slovaques.	http://www.transparency.hu/LOCAL_GOVERNMENTS
TI Espagne	Indice de transparence des conseils municipaux et régionaux : Cet outil permet de mesurer le niveau de transparence de 110 conseils municipaux et 17 conseils régionaux grâce à 80 indicateurs basés sur les informations publiquement disponibles. Cinq domaines sont passés au crible : (i) informations générales sur l'institution ; (ii) relations avec les citoyens ; (iii) transparence financière ; (iv) transparence des marchés publics ; (v) transparence des travaux publics.	http://gateway.transparency.org/tools/detail/253 http://gateway.transparency.org/tools/detail/252
TI Venezuela	Cartographie des risques à l'échelle municipale : Les cartographies des risques (ou évaluation des risques) sont conçues pour identifier les branches d'un secteur donné dans lesquelles le risque de corruption est le plus élevé. L'outil développé par TI Venezuela permet d'identifier les risques de corruption que comportent l'action des autorités locales. Il comprend quatre phases : (i) synthèse des publications sur les concepts de base de la corruption ; (ii) développement d'une version provisoire de la cartographie comprenant des hypothèses basées sur une analyse conceptuelle des risques de corruption à l'échelle municipale ainsi que des indications sur les zones à risques ; (iii) consultations d'experts pour valider la cartographie et déterminer quels actes de corruption pourraient engendrer les risques identifiés ; (iv) conception de la version définitive d'une cartographie des risques de corruption à l'échelle municipale.	http://gateway.transparency.org/tools/detail/78
TI Mozambique	Rapport sur la transparence et les risques de corruption dans six municipalités : CIP, la section de TI au Mozambique, a	http://gateway.transparency.org/tools/detail/248

	mis au point une étude comparative permettant de collecter des opinions et des perceptions sur les pratiques de corruption dans le contexte de la décentralisation et de la gestion municipale au Mozambique. L'étude se concentre sur les marchés locaux, l'attribution de terrains, la délivrance de permis de construire et les appels d'offres publics pour la construction d'infrastructures.	
TI Pérou	Promotion de la transparence et de l'intégrité à l'échelle locale : Prò-Etica travaille avec les autorités régionales et 12 municipalités rurales sur un projet visant à améliorer le niveau d'intégrité des municipalités péruviennes. Le projet comprend une cartographie des risques ainsi que des recommandations <i>ad hoc</i> sur la manière la plus efficace de prévenir la corruption en fonction des problèmes et des faiblesses de chaque ville.	http://www.proetica.org.pe/proyectos/ (en espagnol) srota@proetica.org.pe

INTEGRITE AU SEIN DU SECTEUR PUBLIC

TI Corée	Pacte coréen de lutte contre la corruption (K-PACT) : Il s'agit d'une promesse sociale de la part des acteurs du secteur privé et du secteur public qui vise à mettre en place des dispositifs de surveillance de la corruption et à améliorer la déontologie des entreprises et la responsabilité sociale. Ce projet est actuellement développé dans quatre municipalités (dans les régions d'Ansan, Guri, Daegu et Gyeongnam). La section envisage d'étendre le projet et d'en faire la promotion au cours de l'année 2012.	http://ti.or.kr/xe/254418#0 Contact: ti@ti.or.kr
TI Lettonie	Transparence budgétaire à l'échelle municipale : Dans le cadre de son programme d'amélioration de la transparence et de la capacité à rendre des comptes dans l'établissement du budget, la section propose de nombreux documents pédagogiques, comme le guide intitulé « comprendre le budget de votre municipalité », à destination des citoyens.	http://delna.lv/darbibas-jomas/pasvaldibu-uzraudziba/ (en letton)

SERVICES PUBLICS

TI Inde	Les pactes de développements sont des accords publics entre les communautés et leurs représentants. Ceux-ci s'engagent à traiter certaines priorités de développement en particulier. Ces accords permettent également aux groupes les plus vulnérables de la société de contrôler la qualité des services publics dans leurs communautés respectives. TI Inde a signé un pacte avec la communauté de Jhumpelao concernant des projets d'infrastructures.	Pactes de développement sur le Chapter Zone tiindia.newdelhi@gmail.com
TI Argentine	Guide de participation à usage des professeurs: Poder Ciudadano travaille avec les autorités locales au développement d'un guide de participation à usage des professeurs. Ce guide	https://ticz.transparency.org/Working_Together/GCR-Education/Lists/Educ

visé à mettre à disposition des professeurs des éléments pour enseigner l'éducation civique et à encourager la participation des jeunes dans les affaires publiques. Le guide propose cinq modules allant de la compréhension des dispositions constitutionnelles à la manière d'avoir un impact sur les lois adoptées.

[ation%20Projects%20Database/Attachments/35/Guía-de-Herramientas-de-Participación-Ciudadana1.pdf](http://0Database/Attachments/35/Guía-de-Herramientas-de-Participación-Ciudadana1.pdf)

comunicacion@poderciudadano.org

ENGAGEMENT CITOYEN

TI Bangladesh

Comités de vigilance citoyenne : **TI Bangladesh** a mis en place un réseau de comités de vigilance citoyenne. Ces comités sont composés d'individus engagés d'une intégrité irréprochable qui sensibilise l'opinion à l'idée de responsabilité sociale dans un certain nombre d'institutions du service public. Il existe actuellement 36 comités dans le pays qui font figure de rempart contre la corruption à l'échelle locale.

http://www.ti-bangladesh.org/index.php?page_id=207

TI Georgie

FixMyStreet: Bien qu'elle ne concerne pas directement la corruption, fixmystreet.ge est une plateforme open source que peuvent utiliser d'autres organisations de la société civile pour travailler sur une thématique de leur choix – la corruption par exemple.

Le projet est conçu pour aider les résidents de Tbilisi à faire remonter aux autorités municipales les problèmes qu'ils rencontrent au quotidien. Les témoignages obtenus sont situés sur une carte que peuvent consulter les résidents, les parties prenantes et les représentants des autorités concernées. Projetée sur un an, fixmystreet.ge permet aux citoyens d'observer la réaction des autorités concernées quand un problème est rapporté.

<http://transparency.ge/en/project/fixmystreetge-chemikuchage-0>

mathias@transparency.ge

TI Sri Lanka

Manuel citoyen: **TI Sri Lanka** distribue un manuel citoyen dans les communautés rurales du pays afin de faciliter leur accès aux services publics. Ce manuel apporte un éclairage sur les règles et réglementations relatives à l'accès aux services publics en expliquant notamment quels sont les documents nécessaires à l'obtention d'un service donné ou qui sont les bonnes personnes à contacter. Ecrit en cingalais, le manuel a été distribué dans deux régions du nord ouest du pays. Une distribution à plus grande échelle est également prévue. La section propose par ailleurs aux agents publics et aux chefs de communautés des formations pour utiliser ce document, qui couvre tous les services publics fournis par les autorités locales.

<http://www.tisrilanka.org/?cat=65>

tisl@tisrilanka.org

TI Papouasie Nouvelle Guinée

Camps de la démocratie pour les jeunes: Organisés par TI Papouasie Nouvelle Guinée, ces camps ont lieu chaque année en juin et en juillet. Le projet vise les écoliers, qui peuvent jouer

comstipng@gmail.com

	un rôle important au sein de leurs écoles et de leurs communautés en y propageant les idées entendues lors du camp. L'idée est de mieux sensibiliser les populations aux activités de la société civile dans le pays et les encourager à y participer.	
TI Liberia	<p>Clubs d'intégrité: Le Centre pour la transparence et la responsabilité au Libéria (CEPAL) a mis en place de nombreux clubs au sein des universités, des écoles et des communautés du pays. Ces clubs sont gérés, entre autres, par de jeunes bénévoles. Les membres relaient les préoccupations des communautés ayant trait à la corruption (services publics défaillants, pots-de-vin, fraude électorale...) et demandent au gouvernement d'y remédier. La mise en place de clubs de ce type devrait conduire à une décentralisation des activités du CEPAL en permettant de former des individus à se faire les porte-parole des demandes de changement à l'échelle locale.</p>	<p>http://www.cental.org/index.php?option=com_content&view=article&id=60&Itemid=2</p> <p>tnah@cental.org</p>

3. REFERENCES

OECD, 2013. *Fighting corruption*. (link)

“Anti-Corruption Helpdesk Answers provide practitioners around the world with rapid on-demand briefings on corruption. Drawing on publicly available information, the briefings present an overview of a particular issue and do not necessarily reflect Transparency International’s official position.”